TROIS COMPREHENSIONS DE LA CRISE EN DEBAT

Pr. Jean-Louis Levet

*Economiste, haut fonctionnaire
et responsable politique français*

Introduction:

L'économie mondiale a basculé dans de profonds déséquilibres au cours de l'été 2007, lorsque le marché interbancaire s'est paralysé. La crise financière s'est ensuite transformée en 2008 en crise économique planétaire. Cette nouvelle situation révèle les choix qui s'offrent aux Etats en matière de modèles économiques et de directions politiques à prendre. Il s'agit certes de réagir à l'urgence. C'est ce qu'ont fait la plupart des Etats touchés par la crise, en établissant rapidement des plans de sauvetage du système financier et en mettant en œuvre des plans de relance. Il convient dans le même temps de préparer l'avenir. Or préparer l'avenir dépend de la compréhension de la crise que les Etats, les citoyens, les acteurs économiques et sociaux peuvent en avoir. Aujourd'hui, nous considérons que trois approches de la crise co-existent plus ou moins explicitement dans les courants de pensée et plus largement dans le débat international.

Première approche: La crise est banale et provisoire; il s'agit donc de revenir à la situation précédente. Pour les promoteurs de cette vision de la crise (que nous trouvons surtout dans la sphère financière et des hauts revenus, mais aussi dans le monde académique), il y a eu des crises avant, il y en aura après: c'est le fonctionnement normal du capitalisme. Le marché doit redevenir l'instance de régulation de l'économie et l'Etat se recentrer sur ses fonctions régaliennes. Dans ce scénario, la question d'une gouvernance mondiale ne se pose pas.

Seconde approche: la crise est mondiale et profonde, la sortie passe par le «capitalisme vert». Pour les partisans de cette compréhension de la crise (essentiellement la plupart des gouvernements européens et nord-américains; voire aussi les communiqués des récents G20), la crise est grave car elle combine crise financière, crise alimentaire, crise énergétique. Il convient donc de réguler les marchés financiers, et d'investir dans les nouvelles technologies pour répondre au défi climatique. La question d'une gouvernance mondiale se pose, mais reste sans véritable réponse.

Troisième approche: la crise, mondiale et inédite, offre l'opportunité de changer de paradigme économique. Cette analyse de la crise est largement partagée par les organisations syndicales et une large partie des acteurs associatifs dans la plupart des pays européens et à l'échelle internationale. Elle considère que celle-ci est révélatrice d'un mode de croissance à bout de souffle et source de grandes inégalités qui sont pour partie à l'origine de la crise financière (en particulier le fait que le surendettement des ménages se soit substitué progressivement à la baisse des salaires liée à la désindustrialisation de l'économie). Il convient alors de saisir l'opportunité de cette

crise pour faire évoluer le paradigme économique en cherchant à allier justice sociale, performance économique et écologie. Ici, l'Etat, les partenaires sociaux, les acteurs territoriaux et associatifs, ont alors toute leur place pour agir de concert. Un nouvel ordre mondial est à l'ordre du jour.

De l'évolution des rapports de force entre groupes sociaux soutenant ces différentes conceptions de la crise, sortira l'une d'entre elles et avec elle, des réponses plus ou moins adaptées aux défis d'aujourd'hui. Encore convient-il de bien cerner ces trois compréhensions de la crise. Tel est l'objet de ce papier.

I. La crise: une fluctuation plus prononcée que d'autres:

Pour certains, la crise est temporaire et ne remet pas en cause le paradigme libéral dominant. En France, Guy Sorman, l'une des figures françaises du libéralisme, exprime bien cette conception, en déclarant en 2008: «Elle (la crise) ne devrait pas nous surprendre. On ne connaît pas de capitalisme sans crise, car il est fondé sur le risque et l'innovation. Il y a toujours des innovations qui tournent mal, comme par exemple les produits dérivés. Et ces crises ont toujours une origine monétaire. C'est ce que nous a appris Milton Friedman». C'est une crise dans le capitalisme. Il y en aura d'autres. En réalité, le paradigme libéral dominant depuis les années 90 n'a pas grand-chose à voir avec celui des décennies précédentes.

Quel est-il? Au cours des années 90, nous sommes passés d'un capitalisme d'entreprise à un capitalisme financier fondé sur la liquidité, avec la négociabilité des titres. L'économie réelle passait sous l'influence de la finance. Le capital a toujours eu cette réalité duale: la rentabilité économique pour l'entrepreneur et la rentabilité financière pour l'investisseur financier. Le fait nouveau est alors que le second devient le maître du jeu. D'une part, la montée des investisseurs institutionnels américains rassemblant l'épargne des ménages (les baby-boomers de l'après-guerre) dans un pays où prime le système des retraites par capitalisation et diversifiant leurs placements, afin d'obtenir des rendements corrigés du risque que l'intermédiation bancaire ne peut atteindre. D'autre part, la révolution numérique et les TIC ont changé en profondeur l'évaluation et la gestion du risque, en permettant de décomposer les risques en facteurs complémentaires, de les codifier dans des produits financiers facilement échangeables sur des marchés et de les transférer sur l'ensemble des institutions financières⁽¹⁾.

Toute une industrie financière s'est développée pour analyser, placer, assurer, noter, gérer le capital et son évolution. Les effets en cascade sur l'ensemble des économies de cette nouvelle forme de capitalisme se traduisent par deux crises majeures: l'éclatement de la bulle internet au début des années 2000, fondée en grande partie sur une spéculation effrénée sur les titres et un mimétisme généralisé et les scandales à répétition qui se multiplient, tant aux Etats-Unis, avec les affaires Enron, puis Worldcom, qu'en Italie avec Parmalat.

Or, ni ces scandales financiers, ni l'instabilité des marchés boursiers, que seule une action continue de la Banque centrale américaine a permis de contenir, n'ont pour

autant remis en cause cette vision dominante du capitalisme financier⁽²⁾. Les crises font partie intégrante du capitalisme, elles purgent le système. Le pouvoir politique américain prend d'ailleurs les mesures nécessaires à une plus grande libéralisation financière, commencée dans les années 80, avec l'instauration en 1999 du Gram-Leach Bliley Act. Ce dernier autorise de nouveau la constitution de holdings financiers conduisant simultanément des activités de banque commerciale, de banques d'investissement et de courtiers en titres et d'assurance. Cet acte est le grand retour des banques de dépôt à Wall Street⁽³⁾. Rappelons nous le contexte d'alors : une période d'euphorie économique qui paraissait sans fin, à tel point que certains économistes parlèrent de «nouvelle économie» et qualifiée avec raison par Alan Greenspan «d'exubérance irrationnelle»⁽⁴⁾. C'est la raison pour laquelle il a alors été jugé possible et nécessaire de supprimer le Glass-Steagall-Act de 1933 qui a réglementé l'activité bancaire durant près de 70 ans⁽⁵⁾: une banque comme Citigroup s'était déjà engagé dans cette voie. Autorégulation du système bancaire, créativité financière, nouvelles technologies : tout est en place pour «libérer» le système financier et induire une explosion des nouveaux produits financiers. En 2008, l'encours des obligations, actions et actifs de banques commerciales représentent 4 fois le PIB mondial et les produits dérivés presque 12 fois ce dernier. Les deux innovations majeures, la titrisation et les produits dérivés ont contribué à ces encours record de produits financiers. Celles-ci soulèvent trois redoutables enjeux: la traçabilité des risques, les conséquences de la dispersion des risques et la valorisation des instruments financiers⁽⁶⁾.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette créativité dans le domaine des innovations financières a été possible car cette industrie a su attirer de nombreux hauts diplômés et les rémunérer bien davantage que les autres secteurs économiques. A profil équivalent, un salarié de ce secteur gagne 40% de plus que dans les autres secteurs⁽⁷⁾. De plus, il est bien connu que les primes et bonus atteignent alors des montants colossaux. Tout était en place pour qu'une crise financière majeure se déclenche. Mais tant que le système fonctionne, il n'y a aucune raison de le changer.

Pourtant, certains hauts responsables, dès le début des années 2000, commencent à tirer la sonnette d'alarme. Ainsi, Arthur Levitt, l'ancien président de la SEC, dénonçait en des termes rudes les dérèglementations de ce capitalisme financier: «Les gardiens du système - administrateurs, agences de notation, législateurs, avocats, ont abdiqué leurs responsabilités depuis longtemps... Les principes simples du capitalisme ont été dévoyés avec des conseils d'administration de moins en moins indépendants et des dirigeants dont l'enrichissement personnel n'avait plus aucun rapport avec la performance de l'entreprise»⁽⁸⁾. Tandis que l'effondrement boursier du début des années 2000 est attribué à «l'exubérance des marchés», les scandales financiers sont perçus comme un affaiblissement de l'éthique des managers, obsédés par la recherche de gains par tous les moyens et comme le fruit d'une gouvernance d'entreprise défailante. Ainsi, dans les

deux cas, la vision reste étroite et les réponses par conséquent partielles. Il suffit de renforcer le contrôle des entreprises par les actionnaires et de durcir les sanctions en cas de déviance. L'essentiel est de ne pas toucher au dogme: l'actionnaire est roi. Cette conception de la crise, comme un phénomène conjoncturel, s'inscrit ainsi dans un contexte idéologique nouveau: le marché comme seule instance de régulation et l'entreprise comme actif financier qu'il convient d'optimiser sur les marchés financiers. Investisseurs institutionnels, cabinets de conseil en gestion, universitaires spécialisés dans la finance, s'inscrivent dans un même objectif: construire une doctrine et des principes d'action destinés à rétablir la légitimité du pouvoir des actionnaires sur les managers. La valeur économique doit servir en priorité les actionnaires.

Ainsi se combinent la diffusion dans l'ensemble de la société des préceptes et des jugements d'efficacité façonnés dans la sphère financière, le rôle de l'idéologie néolibérale diffusée à satiété dans l'espace public et la responsabilité des Etats dans ce mouvement de dérégulation et celle des politiques publiques qui ont refaçonné l'espace social en acceptant et en entérinant l'hégémonie de la finance de marché⁽⁹⁾.

Dans un tel système de pensée, l'Etat doit se recentrer sur ses missions régaliennes (armée, police, sécurité) et la question d'une gouvernance mondiale ne se pose guère. Ce paradigme de la régulation interne postule que le système économique revient toujours à l'équilibre optimal par le fait d'une interaction libre entre des acteurs libres. Les inquiétudes d'une finance hypertrophiée, voire les inquiétudes d'ordre écologique n'ont pas lieu d'être, car le marché trouvera la voie d'une finance autorégulée et du développement durable à la condition que la puissance publique ne s'en mêle pas⁽¹⁰⁾. A l'encontre de ce système de pensée, dominant jusqu'au déclenchement de la crise en 2007, les Etats, à commencer par les Etats-Unis, ont alors fait un véritable tête à queue idéologique: contraints de prendre en main la gestion de crise sous peine d'une crise systémique, ils ont d'abord mené à bien le sauvetage du système financier puis opéré une relance économique. En 2008, leur action porte aussi bien sur l'extension de la garantie publique des dépôts bancaires, la recapitalisation des banques pouvant aller jusqu'à leur nationalisation, et la garantie de la dette interbancaire. En 2009, la plupart des Etats, y compris la Chine et les Etats-Unis, se résolvent à élaborer des plans de relance économique. Les pays de l'Union européenne notamment considèrent que la crise a des racines plus profondes: crise financière certes, mais aussi crise de croissance. Il convient alors de travailler à la régulation du système financier et d'investir dans les nouveaux champs de croissance, l'économie verte. C'est une seconde compréhension de la crise qui prend forme.

II. La crise est mondiale et profonde: passons au «capitalisme vert»

Cette compréhension de la crise prend davantage en compte la complexité de la situation. Une analyse plus poussée de la crise montre que celle-ci présente certes une composante cyclique, mais aussi une composante structurelle⁽¹¹⁾. Une composante

cyclique avec l'excès de construction immobilière avant la crise aux Etats-Unis, mais aussi dans la zone euro hors Allemagne et en Grande-Bretagne, qui a conduit à une forte correction à la baisse de la construction résidentielle. Cette composante est cyclique, car elle disparaît progressivement avec la stabilisation des mises en chantier puis leur remontée dès 2009. Une composante structurelle, avec la prise en charge par l'Etat du surendettement du secteur privé qui est en train de réduire durablement la croissance dans les pays considérés. En effet, l'arrêt de la hausse des taux d'endettement qui avait soutenu la demande depuis le milieu des années 90 constitue l'autre cause de la crise provoquant une rupture structurelle sur l'endettement.

Cependant, les remèdes proposés s'attaquent davantage aux manifestations les plus criantes de la crise qu'à ses racines profondes. Ainsi, pour ce qui concerne l'objectif de remettre la finance sous contrôle et au service de l'économie productive, les sommets du G20 qui se sont succédés⁽¹²⁾ depuis 2008 consistent à mettre l'accent sur les positions suivantes : pour une régulation et des normes comptables contra cycliques, pour une supervision réelle des Agences de rating, des hedge funds, des paradis fiscaux, pour une réduction de la prise de risque par les banques : autant de positions constructives, mais qui ne traitent que les derniers désordres apparus lors de la crise.

En effet, nous savons que dans le domaine microéconomique, l'information financière n'est pas toujours suffisamment transparente, il reste des paradis fiscaux où la réglementation internationale des banques ne s'applique pas, les règles comptables ne discriminent pas assez entre les différents types d'investisseurs. Ainsi il n'existe pas de règles spécifiques aux investisseurs de long terme qui les inciteraient à investir sur le long terme sans être découragés par les risques de moins values en capital à court terme. Des économistes nous encouragent également à réfléchir à l'organisation des banques, en envisageant par exemple de séparer les activités très risquées des activités pour le compte des clients, afin d'éviter que le financement des secondes ne soit perturbé en cas de crise par les pertes des premières⁽¹³⁾. De même au niveau macroéconomique, l'absence de coordination internationale des politiques monétaires de change condamne l'économie mondiale à l'excès de création de liquidités: politiques monétaires trop expansionnistes, accumulation de réserves de change considérables⁽¹⁴⁾. L'excès chronique de liquidité provoque l'apparition de situations d'excès d'endettement, de bulles sur les prix des actifs. Ne pas se doter d'une vision globale de la crise et d'une réponse aux causes profondes ne peut que favoriser d'autres crises. L'Union européenne à son niveau a cependant réalisé des avancées en renforçant le Fonds européen de stabilisation financière (FESF). Cette institution, destinée à venir en aide aux pays en difficulté était indispensable à la solidarité et à la pérennité de la zone euro. Pour autant, les sommes et les mécanismes en jeu ne sauraient suffire, comme nous pouvons l'observer, en particulier à écarter les craintes d'un défaut final de certains pays de la zone euro comme la Grèce.

A ces tentatives de réguler la finance, les Etats (notamment américains et européens) ont cherché à «verdir» l'économie en favorisant une production plus

respectueuse des normes sociales et de l'environnement. Il s'agit de modifier l'offre de biens et de services pour la rendre moins productrices d'externalités négatives en augmentant la productivité des ressources, en développant les technologies vertes et l'éco-conception, en incitant les entreprises à être plus responsables de leurs impacts sociaux et environnementaux. Ainsi en est-il par exemple de la Stratégie nationale de développement durable française 2010-2013⁽¹⁵⁾ qui s'inscrit dans cette tendance ou encore du Plan d'action de la Commission européenne⁽¹⁶⁾ sur ce sujet.

Cependant, à l'échelle de l'OCDE, peu de pays ont véritablement, au-delà des discours, mis en œuvre une politique nationale dédiée à la consommation durable. Nous pouvons citer la Suède, la Finlande et la Grande-Bretagne, qui prennent en compte les aspects psycho-sociaux, les systèmes de valeurs associés à la consommation et les difficultés à orienter des réflexes routiniers. Cependant, les obstacles sont nombreux pour la mise en place d'une production et d'une consommation durable : contraintes financières, faible visibilité des bénéfices immédiats, inertie comportementale. De plus, les enjeux du développement social et environnemental continuent d'être dissociés. Comme le synthétise François Mancebo: «Dans la durabilité forte, le progrès s'exprime par le déploiement des potentialités humaines plutôt que par un accroissement matériel. Dans la durabilité faible, il se concrétise dans l'idée que l'innovation technologique permettra de créer les conditions de substitution parfaite entre capital naturel et construit»⁽¹⁷⁾. Ainsi, le Plan de relance de la Commission européenne (2008⁽¹⁸⁾) met certes la question du changement climatique au centre de l'action à mener. Mais une lecture attentive des propositions montre qu'il s'agit d'un objectif complémentaire à d'autres, jugés plus importants, tels que l'équilibre budgétaire, la recherche de la compétitivité, le respect des règles de la BCE, etc.

III. La crise est mondiale et inédite: l'opportunité d'un nouveau paradigme

Un nombre d'acteurs croissants –organisation syndicales, associations écologiques, partis politiques sociaux-démocrates, chercheurs, responsables territoriaux- considèrent que les racines profondes de la crise ne sont pas à rechercher exclusivement dans les défaillances de la finance et une absence de gouvernance mondiale, mais d'abord dans l'inadéquation du partage des revenus dans les pays industrialisés. Une prise de conscience commence à se structurer autour de cette vision de la crise. Des responsables économiques et politiques, après avoir dit qu'ils n'avaient pas toujours pensé ainsi, arrivent aussi à ces conclusions. Ainsi, à titre d'exemple, le Ministre des Finances des Pays-Bas, Wouter Bos, a-t-il déclaré lors d'un séminaire à Paris en début 2009: «Nous ne devrions pas penser que nous allons sortir du système seulement en ayant plus de régulation du profit et une meilleure supervision (...) La société capitaliste a besoin d'une discussion sur un nouvel équilibre entre des gains excessifs pour quelques uns et un énorme déficit pour les masses»⁽¹⁹⁾.

En 2008, deux rapports publiés par l'OCDE et le BIT proposent pour la première fois une information globale sur l'aggravation des inégalités observée depuis deux décennies au

niveau mondial⁽²⁰⁾. Sans rentrer dans leurs présentations respectives, ces deux rapports enrichissent un niveau de réflexion plus complexe sur la crise que l'on peut formuler de la manière suivante: dans quelle mesure le modèle d'accumulation et de répartition des richesses qui domine depuis les années 90 est-il générateur de tendances économiquement, socialement et politiquement insoutenables à long terme? Il est intéressant de souligner, alors que le BIT depuis de nombreuses années argumente en ce sens face à un bloc homogène composé de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale, que désormais l'OCDE avance un type d'explication proche de celui du BIT en expliquant pour quelles raisons «l'inégalité est un enjeu essentiel»: «Politiquement, elle peut alimenter des revendications populistes et protectionnistes. De plus, une société où il existe une véritable fracture entre les riches et les pauvres court le danger d'un accaparement du pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre de citoyens fortunés. Une inégalité croissante des revenus a également un prix économique: la gaspillage des ressources humaines avec l'exclusion d'une forte proportion de la population»⁽²¹⁾.

Ce qui caractérise la période récente, c'est en effet l'affaiblissement du lien entre productivité et salaire lié à une modification du partage de la valeur ajoutée et à la précarisation d'une partie des emplois. La baisse de la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée aurait ainsi contribué à la fois à la constitution de bulles financières par l'augmentation de profits non investis et au surendettement des ménages permettant de compenser la baisse salarial. Des déséquilibres majeurs qui ont conduit à la crise américaine de 2007, se propageant ensuite dans le monde⁽²²⁾. La baisse de la part salariale dans les pays de l'OCDE en tendance longue (depuis le début des années 80) a comme contrepartie la montée de la part affectée aux dividendes, comme le montre très clairement le tableau suivant⁽²³⁾:

Tableau 1: le ciseau entre salaires et dividendes

France 1982-2008	1982	2008	Variation
Salaires	74,2	65,1	- 9,1
Dividendes	3,2	8,4	5,2
Profits nets de dividendes	22,6	26,5	3,9
Allemagne 1991-2008	1991	2008	Variation
Salaires	66,6	57,6	- 9,0
Dividendes	14,9	20,9	6,0
Profits nets de dividendes	18,5	21,5	3,0
Royaume-Uni 1987-2008	1987	2008	Variation
Salaires	72,4	73,8	1,4
Dividendes	9,2	17,3	8,1
Profits nets de dividendes	18,5	8,8	- 9,7
Etats-Unis 1982-2008	1982	2008	Variation
Salaires	69,4	65,2	- 4,2
Dividendes	3,1	6,3	3,2
Profits nets de dividendes	27,5	28,5	1,0

En % de la valeur ajoutée.
Source : comptes nationaux.

Source: Husson, M., *op.cit.*

Comme l'analyse Husson⁽¹⁾, cette baisse de la part des salaires a engendré, non une augmentation du taux d'investissement - la thèse dominante était que la modération salariale était indispensable à la restauration de la compétitivité des entreprises - mais une distribution accrue des profits non investis, entraînant ainsi dans le même temps un accroissement des inégalités de revenus.

Cependant, il faut reconnaître que la crise n'est pas une crise du modèle marchand de consommation. Elle est d'ailleurs au cœur de toutes les mesures de relance dans les pays développés touchés par la crise. Elle est vue comme le meilleur rempart à l'effondrement de la production et donc à la destruction d'emplois. Le commerce est aussi un grand pourvoyeur d'emplois, très sensible à tout repli de la consommation. Ce n'est pas la prime à la casse dans le secteur automobile, la promotion de la voiture «verte», qui n'est pas un transport en commun, le développement du traitement des déchets ou des logements moins consommateurs d'énergie qui vont provoquer un quelconque changement du modèle marchand de consommation. Quant à la lutte contre le réchauffement climatique, elle a du mal à s'inscrire dans les faits. Certes l'accord signé à Cancun en décembre 2010 s'inscrit dans la problématique proposée lors de la Conférence de Copenhague l'année précédente. Il reconnaît la nécessité de contenir la hausse de la température moyenne mondiale à 2° C et fonde de nouveaux instruments de solidarité internationale. Cet accord a ainsi le grand mérite de relancer la coopération climatique à l'échelle mondiale. Pour autant, les engagements actuels des Etats ne suffisent guère à répondre aux défis que pose la préservation de notre système climatique⁽²⁴⁾.

Il n'en reste pas moins que cette crise de nature systémique offre l'opportunité de changer de paradigme économique associant développement durable et justice sociale. Encore convient-il de considérer que sans la préoccupation de justice sociale, de réduction des inégalités, les changements comportementaux liés à la crise écologique ne seront guère soutenables⁽²⁵⁾. De nombreux travaux ces dernières années montrent que la croissance et la compétitivité ne peuvent constituer l'unique grille de lecture de l'action publique de laquelle sont censés découler les volets social et environnemental⁽²⁶⁾. Un changement de paradigme n'est possible que si l'on renverse les termes traditionnels: *ce n'est plus la croissance qui permet de prendre en compte l'environnement et le social, mais c'est la mise en avant de la promotion de la cohésion sociale et de la protection de l'environnement qui peuvent créer les conditions d'une société durable*⁽²⁷⁾.

Dans le seul cas de l'Union européenne, actuellement plus de 70 millions de citoyens européens vivent dans la pauvreté et le fossé entre riches et pauvres ne cessent de s'aggraver: 15% des travailleurs européens ont un salaire mensuel inférieur à 60% du salaire médian national, autrement dit sont des travailleurs pauvres⁽²⁸⁾. Par conséquent les réflexions sur la réduction des inégalités, la justice sociale, la performance des entreprises et le développement durable sont intimement reliés.

(1)- Husson, M., *op.cit.*

Perspectives: de la gestion de la crise aux grands enjeux planétaires

A travers la présentation des trois compréhensions de la crise, qui, à notre sens, sont présentes plus ou moins explicitement dans le débat international, l'on voit apparaître plusieurs niveaux de réflexion qui se superposent.

Le premier met l'accent sur les éléments les plus visibles de la crise et les plus spectaculaires : la quasi-faillite d'un système financier qui avait été présenté quelques années plus tôt par les tenants de la pensée orthodoxe comme la démonstration la plus éclatante de l'efficacité des marchés enfin dérégulés et mondialisés. Cependant, à ce jour, la prise de conscience n'est pas suivie de mesures autres que de replâtrage. L'idéologie libérale du marché ne semble pas avoir été balayée par la crise.

Puis, un second niveau de réflexion s'est construit autour des mécanismes de transmission de la crise de la planète finance à l'ensemble de l'économie. Les gouvernements y compris libéraux ont alors redécouvert les principes de l'Etat interventionniste et régulateur sur le plan macroéconomique après plusieurs décennies «d'oubli».

Un troisième niveau de réflexion, nourri par de nombreuses recherches, pose la question du modèle d'accumulation et de répartition des richesses qui ne serait plus soutenable, sur les divers plans économique, social, écologique et politique. Celui-ci débouche sur un quatrième niveau de réflexion: la nécessité de mettre en œuvre un développement durable, alliant justice sociale et écologie, comme nouveau paradigme se substituant au modèle libéral et financier de marché.

Ainsi, nous débouchons progressivement sur les grands enjeux planétaires d'aujourd'hui qui ne peuvent être séparés et qui requièrent une gouvernance mondiale adaptée. Enjeux dans le champ économique et monétaire: comment réduire les gigantesques déséquilibres qui existent entre les balances des paiements courants des grandes zones et qui ont propagé la crise? Est posée la question des taux de change entre les principales monnaies. Enjeux dans le domaine socio-économique: les objectifs du Millénaire relatifs au rattrapage économique et social des pays dits «en développement» sont encore loin d'être atteints. Enfin enjeux liés au développement durable dans ses multiples dimensions énergétique, économique, sociale et environnementale auxquelles nous pourrions ajouter la dimension démocratique. A l'aune de ces grands enjeux, l'on comprend bien que le vrai sujet, c'est celui de la gouvernance mondiale. Il ne s'agit plus alors de sortir de la crise, mais de créer, pour les Etats, sur un mode coopératif, les conditions d'une véritable mutation.

- (1)- Aglietta M., Rebérioux A., *Du capitalisme financier au renouveau de la social-démocratie*, Prisme numéro 5, Centre Saint-Gobain pour la recherche en économie, octobre 2004.
- (2)- Aglietta M., Berrebi L. *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, 2007.
- (3)- Stoffaes C., «Glass-Seagall Act: chasse aux sorcières et régulations bancaires», in *La crise financière, causes, effets et réformes nécessaires*, sous la direction de Patrick Artus, PUF, Descartes 1 Cie, avril 2008.
- (4)- Greenspan A., *Le temps des turbulences*, J.C. Lattès, 2007.
- (5)- Rappelons que cet acte est né à la suite de la crise de 1929 pour fermer aux banques l'accès à Wall Street, rendant incompatibles les métiers de la banque de dépôt et ceux de la banque d'investissement. Il a été complété en 1956 par un autre acte instaurant une séparation entre les métiers de la banque et ceux de l'assurance. Ainsi, avec la suppression du Gram-Leach-Bliley Act, les pouvoirs publics américains ferment la parenthèse de la réglementation née avec la crise de 1929.
- (6)- De Boissieu C.: «Premiers enseignements d'une crise financière inachevée», Societal, n° 59, 2007 et «Vers plus de régulation?», in *Les Marchés financiers dans la tourmente: le défi du long terme*, sous la direction de Catherine Lubochinsky, PUF, Descartes & Cie, 2009.
- (7)- Philippon T., Reshef A., «Wages and Human capital in the U.S. Financial Industry, 1909-2006», Working paper, décembre 2006.
- (8)- *Les Echos*, 16 octobre 2002.
- (9)- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Fayard, 1995.
- (10)- Nous retrouvons ici l'un des fondateurs de cette approche libérale avec Hayek F., «The Use of Knowledge in Society», *American Economic Review*, septembre 1945.
- (11)- Voir par exemple, Artus P., «Quelle différence y-at-il entre un cycle économique et une rupture structurelle?», *Flash Natixis*, 15 décembre 2009.
- (12)- Il faut cependant souligner la rapidité de réactions des Etats et le passage du G8 au G20 pour tenter de trouver des solutions globales.
- (13)- Aglietta M., *La crise. Pourquoi en est-on arrivé là? Comment en sortir?* Editions Michalon, 2008.
- (14)- Celles-ci sont passées entre 1995 et 2009 de 1000 milliards de dollars à près de 7000 milliards de dollars (Source: Datastream, Natixis).
- (15)- www.developpement-durable.gouv.
- (16)- Communication du 25 juin 2008, Plan d'action pour une consommation et une production durables et pour une politique industrielle durable.
- (17)- Mancebo, F., *Le développement durable*, Armand Colin, 2008.
- (18)- Commission européenne, Communication de la Commission au Conseil européen, *Un plan européen pour la relance économique*, 26 novembre 2008.
- (19)- Intervention lors du Colloque «Nouveau monde, nouveau capitalisme», organisé par le Secrétariat d'Etat à la Prospective, Paris, 8 janvier 2009.
- (20)- BIT, «World of Work Report 2008. Income Inequalities in an Age of Financial Globalization», Genève, 2008; OCDE, «Croissance et inégalités. Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE», Paris, 2008.
- (21)- OCDE, 2008, *op.cit.*
- (22)- Artus, P., «L'équilibre macroéconomique du Monde», Natixis, Special Report, octobre 2009.
- (23)- Husson, M., «Le partage de la valeur ajoutée en Europe», in *Revue de l'Ires*, numéro 64, 2010/1.
- (24)- Centre d'analyse stratégique, «De Kyoto à Durban: l'invention d'une nouvelle coopération climatique», La note d'analyse, numéro 213, février 2011.
- (25)- Degryse C., Pochet P., «Changer de paradigme: la justice sociale comme prérequis au développement durable», Institut syndical européen, Working Paper, 2009.2.
- (26)- Par exemple: Stern, N., *The economics of climate change*, Cambridge University Press, 2007; Stiglitz, J., *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, LGF, 2005; van Ypersele, J-P., «L'injustice fondamentale du changement climatique», in Degryse Ch, Pochet P. (eds), *Bilan social de l'Union européenne*, 2007, Bruxelles, ETUI/OSE, 2008).
- (27)- Degryse C, Pocher P., 2009.2, *op.cit.*
- (28)- <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2002/08/study/tm02008103s.htm>.